Qu'est ce que l'état d'urgence ?

L'état d'urgence est une loi qui date de 1955. Elle a été conçue pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie. A la base, elle est promulguée par décret, par le président de la République pour 12 jours.

Une durée jugée insuffisante par les politiques, qui ont voté le 19 novembre 2015 une nouvelle loi qui renforce la précédente. Tous les députés et sénateurs ont voté en faveur, sauf 3 socialistes, 3 verts, et une abstention.

Qu'est ce que cela change ?

Voici quelques changements qui concernent ceux qui veulent venir à la COP 21.

1/ Haut niveau de sécurité.

Police armée ou militaire très présents.

Les policiers sont maintenant autorisés à porter leur arme, même s'ils ne sont pas en service. Ils ne sont théoriquement autorisés à s'en servir qu'en cas de légitime défense, pour eux, ou un tiers. Conséquence: vous ne pouvez pas savoir qui a une arme et qui n'en a pas.

COMMENTAIRE: La police est très fébrile en ce moment. Dans la nuit du 13 novembre, des témoins ont rapporté que certains flics étaient très agressifs, notamment vis à vis de ceux qui cherchaient à rejoindre leur logement situé dans le périmètre de sécurité. Au stade Saint Denis, un journaliste a rapporté avoir vu des policiers tellement nerveux, que pour calmer les gens qui avaient quelques mouvements de foule, ils les avaient mis en joue...

2/ Restriction aux frontières, contrôles, notamment aux aéroports

Déjà en place dans la perspective de la COP 21.

3/La Police peut mener des perquisitions de jours et de nuit, sans aucun mandat judiciaire

4/ Interdiction des manifestations et des réunions publiques.

C'est l'article 8 ainsi rédigé :

« Le ministre de l'intérieur, pour l'ensemble du territoire où est institué l'état d'urgence, et le préfet, dans le département, peuvent ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacles, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature dans les zones déterminées par le décret prévu à l'article 2. Peuvent être également interdites, à titre général ou particulier, les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre ».

RISQUE : Ceux qui ne respectent pas cet article sont passibles d'une peine allant jusqu'à 6 mois de prison et d'une amende de 7,500 euros d'amende. C'est beaucoup plus que dans la loi précédente qui prévoyait entre 8 jours et deux mois de prison, et 11 euros à 3750 euros d'amende.

COMMENTAIRE : Il n'y a pas de définition de ce qu'est une « réunion ». L'avocat pénaliste consulté considère qu'à partir de deux personnes, on peut considérer que c'est une réunion. Imaginons une réunion de 500, 1000 ou plus de personnes. Bien sûr la police ne pourra pas prendre tout le monde pour les mettre en prison. Mais si elle arrête des personnes, elles iront en prison pour un temps indéfini. Cela peut être court, quelques heures, et la personne peut être relâchée ensuite (en attente d'un jugement ou pas, s'il n'y a pas de procédure). C'est ce qu'il se passe en dehors de

l'état d'urgence. La personne interpellée peut aussi rester en prison, et cela peut durer au moins jusqu'à la fin de l'état d'urgence, voire au delà. C'est très difficile de prévoir ce qu'il peut se passer, car il n'y a pas de précédent d'une application aussi longue de l'état d'urgence.

IMPORTANT : Sous l'état d'urgence, il y a une inversion d'un principe essentiel du droit : la présomption d'innocence. Habituellement, vous êtes supposé innocent, jusqu'à ce qu'un jugement considère que vous êtes coupable, et vous êtes libre en attendant votre procès (sauf risque de récidive ou dangerosité of course). Avec l'état d'urgence, vous êtes supposé coupable, et vous pouvez rester en prison, jusqu'à ce qu'un jugement au pénal vous juge innocent. L'avocat pénaliste consulté était incapable de dire au bout de combien de temps un procès pénal pourrait être convoqué à l'encontre d'une personne arrêtée pendant l'état d'urgence. Encore une fois, il y a très peu d'expérience, car l'état d'urgence a été mis en place rarement, et il n'a jamais duré aussi longtemps.

5/ Liberté de circulation

C'est l'article 5.

« La déclaration de l'état d'urgence donne pouvoir au préfet dont le département se trouve en tout ou partie compris dans une circonscription prévue à l'article 2

1° D'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté ;

2° D'instituer, par arrêté, des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé ;

3° D'interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics ».

RISQUE : Ceux qui ne respectent pas cet article sont passibles d'une peine allant jusqu'à 6 mois de prison et d'une amende de 7,500 euros d'amende. C'est beaucoup plus que dans la loi précédente qui prévoyait entre 8 jours et deux mois de prison, et 11 euros à 3750 euros d'amende.

COMMENTAIRE : la possibilité de décider par décret permet de décider très vite. Autrement dit, une chose autorisée un jour, ne le sera pas forcément le lendemain. Il faut surveiller.

6/ Extension des possibilités de mise en résidence surveillée

*« Le ministre de l'intérieur peut prononcer l'**assignation à résidence**, dans les lieux qu'il fixe, de toute personne résidant dans la zone fixée par le décret mentionné à l'article 2, à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que **son comportement** constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics dans les circonscriptions territoriales mentionnées audit article. Le ministre de l'intérieur peut la faire conduire sur les lieux de l'assignation à résidence par les services de police ou les unités de gendarmerie ».*

L'article est beaucoup plus long en réalité, si vous voulez plus d'info c'est l'article 6.

COMMENTAIRE: La loi précédente utilisait la formule "dont l'activité constitue une menace etc...". Le mot activité a été remplacé par "comportement", ce qui est plus vague, et laisse une marge d'interprétation encore plus large.

RISK: Peine lourde. Jusqu'à 3 ans de prison, et une peine de 45 000 euros.

ANALYSE GENERALE

Il y a très peu d'opposition en France à la mise en place de l'état d'urgence. Les gens ici ont l'air de penser que c'est bon parce que cela les protège et permet d'arrêter les terroristes et empêcher d'autres attentats. Le gouvernement laisse entendre aussi que si les manifestations sont interdites, c'est d'abord et avant tout pour protéger les manifestants d'une possible nouvelle attaque terroriste.

Ceux qui remettent en question l'état d'urgence critiquent le fait que la nouvelle loi fait très souvent référence à la notion de "trouble à l'ordre public", sans jamais définir ce que cela peut être. La loi

ne fait référence à la menace terroriste que pour une chose: l'interdiction des sites internet qui font l'apologie du terrorisme. Cette notion de "trouble à l'ordre public" laisse une très grande possibilité d'interprétation. Sur le terrain, ce sera à la police d'apprécier ce qui relève d'une "atteinte à l'ordre public".

ET LA SAMBA DANS TOUT ÇA...

Sachez que les gens sont assez anxieux à Paris. Dimanche dernier, il y a eu une explosion dans un bar du Marais (dans le 3ème arrondissement), et cela a fait un tel bruit que les personnes rassemblées place de la République ont cru à une nouvelle attaque terroriste. Il y a eu un vrai mouvement de panique: des gens se cachaient dans les bars, d'autres derrière de portes cochères, d'autres ont couru pendant des kilomètres en pensant fuir une attaque. Des témoins ont raconté qu'il y avait encore des personnes en train de courir à Stalingrad, alors que c'est à plus de 2 kilomètres de la place de la République.

Tout ça pour dire qu'un bruit de sourde peut être confondu avec quelque chose de plus menaçant et créer la panique. Il faut en tenir compte pour toute action qui serait planifiée. Il pourrait être sage de faire comprendre d'emblée que ce sont des instruments qui font ce bruit.

CONCLUSION

Voilà pour le topo juridique. En espérant qu'il ne vous aura pas trop enlevé l'envie de venir... On dit souvent que la contrainte est créative... l'état d'urgence nous donne l'occasion de l'être et d'inventer de nouvelles tactiques (frivoles ou pas) et de nouveaux moyens d'action.